

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 11 DECEMBRE 2007

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; DURIEUX J., Echevins;
PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-
STALPAERT P., BREUSE E.; SENECAUT M.; LEURIDANT G., MULLER L.,
ROBETTE-DELPUTTE F., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I, MORCRETTE
C., DECAMPS P.; Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

Avant l'ouverture de la séance, la Présidente signale que pour les points suivants :

- pour les points n°9, 10, 11 et 12 : lire budget 2008.
- pour le point n°11 : supprimer le mot amendement.

Elle demande également d'ajouter un point n°24 bis relatif à la demande de subsides pour des travaux visant à améliorer les performances énergétiques du bâtiment administratif « Château communal » - approbation.

Le Conseil Communal accepte, à l'unanimité, l'ajout de ce point.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 13 NOVEMBRE 2007-PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION

Madame SENECAUT fait remarquer qu'elle n'a pas reçu le procès-verbal de la séance du 13 novembre 2007, avec sa convocation au Conseil Communal de ce jour.

La Présidente signale que l'envoi du procès-verbal, avec la convocation, n'est pas une obligation. Elle rappelle le compte tenu du règlement d'ordre intérieur approuvé par le Conseil Communal en séance du 12 décembre 2006 et notamment son article 25 :

Dès l'envoi de l'ordre du jour, le procès-verbal de la réunion précédente est tenu au secrétariat à disposition des membres du Conseil Communal.

Il n'est pas donné lecture du procès-verbal de la réunion précédente.

Il peut être consulté par les conseillers les jours ouvrables qui précèdent la réunion du Conseil de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h. De plus, le procès-verbal est déposé sur la table du Conseil, une heure au moins avant l'ouverture de la séance.

Dans les cas d'urgence visés à l'article L 1122-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le procès-verbal de la réunion précédente est mis à disposition en même temps que l'ordre du jour.

Tout membre a le droit, pendant la séance, de faire des observations sur la rédaction du procès-verbal. Si ces observations sont adoptées, le secrétaire est chargé de présenter à la séance suivante, un nouveau texte conforme à la décision du Conseil.

Si la séance s'écoule sans observations, le procès-verbal est considéré comme adopté et signé par le Bourgmestre et le Secrétaire dans le mois qui suit.

Chaque fois que le Conseil le juge convenable, le procès-verbal est rédigé séance tenante, en tout ou en partie, et signé par les membres présents.

Elle mentionne aussi qu'une copie du règlement d'ordre intérieur est remise ce jour à chaque conseiller afin de rappeler les différentes règles prévues afin d'assurer le bon fonctionnement du Conseil Communal.

Madame SENECAUT, au nom du groupe P.S., demande une suspension de séance.

Mademoiselle GALANT accepte et le groupe P.S. quitte la séance à 20h05.

Le groupe P.S. réintègre l'assemblée à 20h10.

Madame SENECAUT déplore cette situation et informe que les trois membres du groupe P.S. s'abstiendront lors du vote, n'ayant pas eu connaissance du procès-verbal auparavant.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 16 voix pour et 5 abstentions, le procès-verbal de la séance du 13 novembre 2007 – partie publique.

**2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 26 NOVEMBRE 2007 –
INFORMATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé de la situation de caisse au 26 novembre 2007, à savoir : un solde débiteur de 1.518.882,44 €.

**3. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE L'EXERCICE 2007 DE LA
FABRIQUE D'EGLISE SAINT JEAN A MASNUY-SAINT-JEAN - AVIS**

Monsieur Egels, Echevin des Finances, présente la modification budgétaire n° 1 au budget 2007 de la Fabrique d'Eglise Saint Jean de Masnuy-Saint-Jean, dont la récapitulation est la suivante :

D'après le budget initial : Recettes :	22.852,95
Recettes en plus :	1.855,00
D'après le budget initial : Dépenses :	22.852,95
Dépenses en plus :	1.855,00
Nouveau Résultat : Recettes :	24.707,95
Dépenses :	24.707,95

Le supplément communal s'élève à 1.855,00 euros.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 19voix pour et 2 abstentions, sur la modification budgétaire n° 1 au budget 2007,de la Fabrique d'Eglise Saint Jean de Masnuy-Saint-Jean.

4. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°2 DE L'EXERICE 2007 DE LA FABRIQUE D'EGLISE NOTRE DAME DU PERPETUEL SECOURS A MASNUY-SAINT-JEAN - AVIS

Monsieur Egels, Echevin des Finances, présente la modification budgétaire n° 2 au budget 2007 de la Fabrique d'Eglise ND du Perpétuel Secours, dont la récapitulation est la suivante :

D'après le budget initial :	Recettes :	20.553,30
	Recettes en plus :	20.553,30
D'après le budget initial :	Dépenses :	13.343,11
	Dépenses en plus :	13.343,11
Nouveau Résultat :	Recettes :	33.896,41
	Dépenses :	33.896,41

Aucun supplément communal n'est demandé.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 19 voix pour et 2 abstentions, sur la modification budgétaire n° 2 au budget 2007, de la Fabrique d'Eglise ND du Perpétuel Secours de Masnuy-Saint-Jean.

5. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE L'EXERCICE 2007 DE LA FABRIQUE D'EGLISE SAINT-PIERRE A MASNUY-SAINT-PIERRE - AVIS

Monsieur Egels, Echevin des Finances, présente la modification budgétaire n° 1 au budget 2007 de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre, dont la récapitulation est la suivante :

D'après le budget initial :	Recettes :	42.486,50
	Recettes en plus :	2.356,00
D'après le budget initial :	Dépenses :	42.486,50
	Dépenses en plus :	2.356,00
Nouveau Résultat :	Recettes :	44.842,50
	Dépenses :	44.842,50

La participation communale est de 14.611,07 €.

LE COLLEGE COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 19 voix pour et 2 abstentions, sur la modification budgétaire n° 1 au budget 2007 de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre à Masnuy-Saint-Pierre.

6. FINANCES – SYNODE EGLISE PROTESTANTE – BAUDOUR-HERCHIES – BUDGET 2008 –AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 25.290,00 euros en recettes et en dépenses.

L'intervention communale à solliciter s'élève à 4.761,08 euros à l'ordinaire, il n'y a aucune intervention à l'extraordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 19 voix pour et 2 abstentions sur le présent budget.

7. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE SAINT MARTIN – ERBISOEUL – BUDGET 2008 – AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 29.975,50 euros en recettes et en dépenses.

L'intervention communale à solliciter s'élève à 22.534,02 euros à l'ordinaire, il n'y a aucune intervention à l'extraordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 19 voix pour et 2 abstentions sur le présent budget.

8. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE SAINT MARTIN – HERCHIES – BUDGET 2008 - AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 25.298,00 euros en recettes et en dépenses.

L'intervention communale à solliciter s'élève à 19.438,38 euros à l'ordinaire, il n'y a aucune intervention à l'extraordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 19 voix pour et 2 abstentions sur le présent budget.

9. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE NOTRE DAME – HERCHIES-VACRESSE – BUDGET 2007 – AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 36.713,17 euros en recettes et en dépenses.
L’intervention communale à solliciter s’élève à 21.934,83 euros à l’ordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 19 voix pour et 2 abstentions sur le présent budget.

10. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE NOTRE DAME DU PERPETUEL SECOURS – MASNUY-SAINT-JEAN – BUDGET 2007 – AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 19.831,13 euros en recettes et en dépenses.

L’intervention communale à solliciter, s’élève à 3.031,87 euros à l’ordinaire. Il n’y a aucune intervention à l’extraordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 19 voix pour et 2 abstentions sur le présent budget.

11. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE SAINT JEAN – MASNUY-SAINT-JEAN- BUDGET 2007 – AMENDEMENT - AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 11.689,62euros en recettes et en dépenses.

L’intervention communale à solliciter s’élève à 10.600,62 euros à l’ordinaire, il n’y a aucune intervention à l’extraordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 19 voix pour et 2 abstentions sur le présent budget.

12. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE SAINT PIERRE – MASNUY-SAINT-PIERRE – BUDGET 2007 – AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 13.441,50 euros en recettes et en dépenses.

L'intervention communale à solliciter, s'élève à 10.282,97 euros à l'ordinaire, il n'y a aucune intervention à l'extraordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 19 voix pour et 2 abstentions sur le présent budget.

13. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°3 DU CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE DE L'EXERCICE 2007 DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Madame SENECAUT réitère sa remarque faite lors de l'approbation du procès-verbal.

La Présidente rappelle aux conseillers communaux les modalités de consultation des dossiers et fait référence au règlement d'ordre intérieur et notamment son article 14 :

Pour chaque point à l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises, sans déplacement, à la disposition des membres du Conseil Communal dès l'envoi de l'ordre du jour.

De plus, elles peuvent être consultées, au secrétariat, les jours ouvrables qui précèdent la réunion du conseil sur rendez-vous de 9 h à 12 h et de 14 à 16 h ainsi que le samedi qui précède la séance du Conseil de 10 H à 12 H.

Le secrétaire communal, ou les fonctionnaires désignés par lui, sont habilités à fournir aux conseillers qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant au dossier.

Madame SENECAUT fait part, que les trois membres du groupe P.S. s'abstiendront lors du vote pour ne pas avoir pris connaissance du dossier.

Au service ordinaire, la modification budgétaire se présente comme suit :

	Selon la présente délibération		
	Recettes	Dépenses	Solde
D'après le budget initial ou la précédente modification	4.715.964,17	4.715.964,17	0
Augmentation de crédit (+)	43.058,15	138.115,00	-95.056,85
Diminution de crédit (-)	-1.595,39	-96.652,24	95.056,85
Nouveau résultat	4.757.426,93	4.757.426,93	0

--	--	--	--

Au service extraordinaire, la modification budgétaire se présente comme suit :

	Selon la présente délibération		
	Recettes	Dépenses	Solde
D'après le budget initial ou la précédente modification	1.191.864,96	997.500,00	194.364,96
Augmentation de crédit (+)	0,00	0,00	0,00
Diminution de crédit (-)	-58.197,71	0	-58.197,71
Nouveau résultat	1.133.667,25	997.500,00	136.167,25

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 17 voix pour et 4 abstentions, la modification budgétaire n°3 de l'exercice 2007, services ordinaire et extraordinaire, du Centre Public d'Action Sociale.

14. FINANCES – BUDGET COMMUNAL EXERCICE 2008 SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE - APPROBATION

Monsieur EGELS, Echevin des Finances, fait une brève présentation de la situation budgétaire pour l'exercice 2008, tant à l'ordinaire qu'à l'extraordinaire. Il remercie le Service des Finances et le Receveur communal pour leur collaboration lors de l'élaboration de ce budget et passe la parole à la Présidente pour le rapport politique (consultable au Service des Finances).

La Présidente félicite le travail effectué par le Receveur communal et le Service des Finances, ainsi que d'une manière générale, par le Secrétaire Communal et l'ensemble de son personnel durant l'année écoulée.

Déclaration du groupe P.S. :

<p align="center">GROUPE PS DU CONSEIL COMMUNAL Projet de budget 2008 de Jurbise</p>
--

Le budget communal de Jurbise est présenté en équilibre ; un équilibre de plus en plus précaire si l'on regarde l'évolution des chiffres depuis 2006.

Cet équilibre est indispensable mais sera-t-il suffisant au moment où, pour reprendre les termes du Receveur, les communes connaissent « une phase transitoire (difficile) qui devrait durer six ans ». Avec comme particularités : des dépenses de d'investissement et des charges de personnel en hausse.

Notre commune se trouve effectivement dans ce cas de figure : elle est dans l'obligation de reporter d'année en année des investissements ayant fait l'objet d'une annonce il y a bien longtemps déjà (pensons à la rénovation du foyer culturel de Masnuy ou aux vestiaires de Vacresse) et elle doit faire face à une hausse constante de ses dépenses de personnel depuis 2002. Une hausse qui se confirme cette année (+4,5%).

Ce dernier point implique évidemment qu'une politique plus imaginative de gestion des ressources humaines soit mise en place. On en voit les prémices dans ce projet de budget sans toutefois que le conseil communal ait été informé de la teneur d'un plan à long terme, non pas en termes de réductions de postes mais en termes de stabilisation professionnelle (statutarisation) et d'une meilleure utilisation des agents.

Pour le reste, la majorité affirme certes vouloir « faire beaucoup avec moins de moyens que d'autres ».

Jurbise n'a toutefois pas moins de moyens que ses voisines. Son niveau de taxation (précompte immobilier et additionnels) est maintenu au maximum (un comble pour une commune libérale !) et ses revenus du Fonds des communes sont en hausse cette année.

Les marges de manœuvres sont donc effectivement limitées pour envisager une politique d'avenir.

Le PS n'approuvera donc pas ce budget même s'il contient des politiques qu'il peut soutenir. On pense au plan Jurbi'langues (que le PS aurait toutefois voulu accessible au plus grand nombre d'élèves par des actions gratuites durant les heures scolaires), à certaines initiatives culturelles, à l'ébauche d'une politique d'environnement (au travers de dossiers soumis au plan Pic vert), au programme d'égouttage et aux investissements indispensables en faveur des infrastructures scolaires et d'accueil des enfants.

Dans l'examen de ce budget, il interroge toutefois la majorité sur :

- l'organisation par la commune de manifestations culturelles déficitaires. La prise en charge de la ducasse de Jurbise coûtera par exemple 7 775 000 € à la collectivité avec certains postes qui interpellent comme la tenue d'un bar à champagne VIP ;
- les procédures possibles de contrôle des entrées financières liées aux activités culturelles ou de prestige de la commune ;
- la location apparente des anciens abattoirs d'Herchies à propos desquels le conseil n'a jamais eu d'information ;
- l'attitude que souhaite avoir la commune en matière de logement public. En refusant la moindre initiative dans ce domaine, la Commune s'expose au risque de sanctions financières de la Région wallonne. Une partie de ses recettes au fonds des communes pourrait lui être retirées faute d'avoir rentré des dossiers pourtant largement subsidiés.

- La manière précise dont elle va suppléer à l'échec de son projet de mobilité avec les TEC. Un bus privé semble appelé à prendre le relais. Avec quelles garanties de continuité du service ? avec quelles garanties quant aux impératifs de maintenance du matériel ? selon quelles modalités financières pour les usagers éventuels ?

Madame SENECAUT enchaîne par une série de questions techniques portant notamment sur les activités culturelles, leurs organisations ; leurs financements et le contrôle effectué quant aux bénéfices qu'engendrent ces activités.

Mademoiselle GALANT lui donne les réponses voulues et fait remarquer que toutes les caisses relatives à ce type d'organisation sont placées sous le contrôle et la responsabilité du Receveur communal.

Madame SENECAUT aborde alors la problématique des logements sociaux et de la circulaire du Ministre ANTOINE.

La Présidente dresse un historique des actes en matière de logements sociaux depuis la création du Service Communal de Logement, en collaboration avec la Société Haute Senne Logement, en 2002.

Elle renouvelle la volonté politique du Collège Communal de ne pas souscrire dans un nouveau plan bisannuel de logements tant que celui de 2004-2006, approuvé par le Gouvernement wallon, ne sera pas réalisé.

Madame SENECAUT sollicite quelques éclaircissements quant au remplacement du bus local « TEC » par un service communal.

La Présidente précise que contrairement à l'information donnée en Commission des Finances, le passage au Service Communal de cette activité permettra une économie de +/- 10.000 € (en frais d'amortissement, de personnel, etc) avec une flexibilité des horaires et des trajets nettement améliorée.

Madame SENECAUT pose encore nombre de questions sur différents sujets tels que le service Jurbilangue, la collaboration avec une station de radio locale afin de promouvoir les activités communales mais encore sur le journal local (Jurbiseinfo) et son contenu.

La Bourgmestre répond directement à chacun de ces points.

Monsieur MULLER précise que le groupe C.D.H. se désolidarise de la position et je cite « de l'entêtement libéral » quant à la position adoptée par le Collège Communal de la circulaire du Ministre ANTOINE relative aux logements sociaux.

La Présidente fait remarquer que le Collège Communal est constitué de la liste L.B. (liste du Bourgmestre) et non pas d'une liste libérale.

Monsieur HALLOT regrette le peu d'investissement en faveur des commerçants et des agriculteurs.

La Présidente lui fait remarquer que les projets 2008 viennent s'ajouter à la Politique générale développée depuis de nombreuses années et qui ne manque pas d'aider efficacement les acteurs économiques jurbisien.

Monsieur MULLER, au nom du groupe C.D.H., déclare que le format peu lisible de la circulaire budgétaire annexée au budget 2008 ne lui a pas permis d'étudier celui-ci de manière précise et motive comme cela l'abstention lors du vote.

Mademoiselle GALANT signale que la circulaire était mise à disposition, comme le prévoit le règlement d'ordre intérieur, sous format A4, auprès du Secrétaire Communal, ainsi que sur le site internet de la Région Wallonne.

BUDGET 2008.

		BUDGET ORDINAIRE	BUDGET EXTRAORDINAIRE
EXERCICE PROPREMENT DIT	RECETTES (1)	8.482.549,45 €	10.287.764,30 €
	DEPENSES (2)	8.471.682,96 €	10.295.264,30 €

	EXCEDENT ou DEFICIT (3 = 1 – 2)	+ 10.866,49 €	- 7.500,00 €
EXERCICES ANTERIEURS	RECETTES (4)	42.375,35 €	141.629,59 €
	DEPENSES (5)	52.438, 91 €	113.950,37 €
	EXCEDENT ou DEFICIT (6 = 4 – 5)	- 10.063,56 €	+ 27.679,22 €
PRELEVEMENTS	RECETTES (7)	0,00 €	7.750,00 €

	DEPENSES (8)	0,00 €	0,00
	EXCEDENT ou DEFICIT (9 = 7 – 8)	+ 0,00 €	+ 7.750,00 €
RESULTAT GENERAL	(10 = 3 + 6 + 9)	802,9 €	27.929,22 €

**15. FINANCES – S.W.D.E. TRAVAUX D’EXTENSION DU RESEAU D’HERCHIES
RELATIFS AU LOTISSEMENT SIS RUE DES GARENNES – SOUSCRIPTION
DE 81 PARTS SOCIALES - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la nécessité de procéder aux travaux d’extension pour l’alimentation en eau potable du lotissement sis rue des Garennes à Herchies (CV.8/24/06-D.271);

Vu le devis estimatif de ces travaux qui s’élève à 2.009,28 EUR;

Attendu que ce montant aux prestations et fournitures de la Société Wallonne lui a été versé par le lotisseur;

Vu les articles 1, 2, 8, 26 et 37 du décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société Wallonne des Distributions d'Eau, prenant la dénomination Société Wallonne des eaux;

Vu les articles 2, 4, 6 et 10 des statuts de cette dernière;

Vu les articles L1122-30, L1123-23, L1113-1, L1222-3, L1222-4, L1311-3, et L1311-4 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Vu la lettre de la Société wallonne des eaux en date du 19 novembre 2007,

DECIDE :

par 21 voix pour, 0 abstention, 0 voix contre

Article 1^{er} : de souscrire 81 parts sociales de 25 euros dans le capital du Sous bassin hydrographique de la Dendre, en vue de financer les travaux d'extension pour l'alimentation en eau potable du lotissement sis rue des Garennes à Herchies.

Article 2 : de transmettre la présente délibération, en triple exemplaire, à la Société wallonne des eaux.

**16. FINANCES – S.W.D.E. TRAVAUX D'EXTENSION DU RESEAU DE MASNUY-
SAINT-JEAN RELATIFS AU LOTISSEMENT SIS RUE DES PRES –
SOUSCRIPTION DE 401 PARTS SOCIALES - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la nécessité de procéder aux travaux d'extension pour l'alimentation en eau potable du lotissement sis rue des Prés (4 lots) à Masnuy Saint Jean (CV.8/24/06-D.280);

Vu le devis estimatif de ces travaux qui s'élève à 10.007,09 EUR;

Attendu que ce montant de 3.833,34 EUR relatif aux prestations et fournitures de la Société Wallonne lui a été versé par le lotisseur;

Attendu que les travaux de terrassements estimés à 6.173,75 EUR seront exécutés par le lotisseur;

Vu les articles 1, 2, 8, 26 et 37 du décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société Wallonne des Distributions d'Eau, prenant la dénomination Société Wallonne des eaux;

Vu les articles 2, 4, 6 et 10 des statuts de cette dernière;

Vu les articles L1122-30, L1123-23, L1113-1, L1222-3, L1222-4, L1311-3, et L1311-4 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Vu la lettre de la Société wallonne des eaux en date du 05 novembre 2007,

DECIDE :

Par 21 voix pour, 0 abstention, 0 voix contre

Article 1^{er} : de souscrire 401 parts sociales de 25 EUR dans le capital du Sous bassin hydrographique de la Dendre, en vue de financer les travaux d'extension pour l'alimentation en eau potable du lotissement sis rue des Prés (4 lots) à Masnuy Saint Jean.

Article 2 : de transmettre la présente délibération, en triple exemplaire, à la Société wallonne des eaux.

17. FINANCES – AVENANT N°4 AU CONTRAT D'AGGLOMERATION N°53044/04-53044 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la délibération du Conseil Communal, en sa séance du 30.01.2007, arrêtant le programme triennal partiel 2007 des travaux pour lequel des subventions de la Région Wallonne sont sollicitées;

Vu l'Arrêté Ministériel approuvant en date du 12.07.2007 le programme triennal des travaux 2007-2009;

Attendu que les travaux d'égouttage de la rue Claus à Jurbise sont inscrits en priorité n° 1 de l'année 2007 au programme triennal 2007-2009;

Attendu que les travaux d'égouttage du Chemin du Prince - 6^{ème} phases sont inscrits en priorité n° 1 de l'année 2008 au programme triennal 2007-2009;

Vu les projets dressés par l'I.D.E.A. et portant sur des montants estimatifs suivants :

- Rue Claus 318.852,26 € H.T.V.A., dont 182.559,39 € H.T.V.A. pour la part S.P.G.E.
- Chemin du Prince 6^{ème} phase 1.335.081,95 € H.T.V.A, dont 610.157,51 € H.T.V.A. pour la part S.P.G.E.

Attendu qu'il s'agit de dossiers conjoints et que la Commune souhaite assurer le rôle de pouvoir adjudicateur;

Attendu qu'en sa séance du 27.10.2003, le Conseil Communal a décidé de souscrire au contrat d'agglomération n° 53044/04 – 53044 passé avec la S.P.G.E., la région Wallonne et l'organisme épurateur I.D.E.A. de Mons afin d'adhérer au mode de financement de l'égouttage prioritaire;

Attendu que ces travaux comportent des travaux d'égouttage qui doivent faire l'objet d'un avenant au contrat d'agglomération précité;

Vu le code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, en particulier son article L 1222-3;

DECIDE:

par 21 voix pour, 0 abstention, 0 voix contre

Article 1er : D'inscrire les travaux d'égouttage de la rue Claus et du chemin du Prince à Jurbise dans l'avenant n° 4 du contrat d'agglomération n° 53044/04 – 53044.

Article 2 : D'approuver l'avenant n° 4 du contrat d'agglomération n° 53044/04 - 53044 relatif à l'amélioration de l'égouttage et à la pose d'égouttage dans le sous-bassin hydrographique de La Haine avec l'organisme d'épuration I.D.E.A. et la S.P.G.E.

Article 3 : De s'engager à prendre des parts bénéficiaires au sein de l'I.D.E.A au prorata de sa quote-part.

Article 4 : De concéder à la S.P.G.E. un droit réel sur l'assiette de réalisation des égouts.

Article 5 : De céder à l'organisme d'épuration agréé IDEA les études éventuellement réalisées sur les projets susmentionnés.

Article 6 : De procéder à la cession des marchés relatifs aux travaux mentionnés au point 2 et de solliciter à l'entrepreneur les notes de crédits relatives aux factures payées avant la cession du marché.

18. FINANCES – DESAFFECTATION DE MATERIEL D'EXPLOITATION POUR LA VOIRIE – VENTE D'UNE GRUE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que l'Administration Communale, en date du 08 décembre 1989, a acheté une grue (pelle hydraulique) pour réaliser des travaux d'entretien et de rénovation des chemins vicinaux de Jurbise;

Attendu que ce véhicule a été acheté, au budget extraordinaire pour un montant de 81.123,16 € TVAC afin de pallier au manque de matériel d'exploitation du service de la voirie;

Attendu que l'Administration Communale a mis le véhicule en vente et a reçu, en date du 04 novembre 2007 une offre d'un montant de 2.000 EUR et en date du 05 novembre 2007 une offre d'un montant de 3.200 EUR;

Vu le rapport du service des travaux, portant sur l'évaluation et l'état du matériel;

Attendu que ce bien durable doit être désaffecté du Patrimoine Communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège Communal,

DECIDE :

par 19 voix pour, 2 abstentions, 0 voix contre

ARTICLE 1^{er}.

D'approuver la désaffectation d'une grue (pelle hydraulique) de marque Atlas (n° Châssis 114M33200) du Patrimoine de l'Administration Communale de Jurbise.

ARTICLE 2.

D'inviter le Receveur Communal à enregistrer le montant 3.200 € relatif à la vente du véhicule en recette extraordinaire au compte communal 2007.

ARTICLE 3.

De transmettre un extrait de la présente délibération aux autorités de Tutelle et à Monsieur le Receveur pour disposition.

19. FINANCES – TARIF POUR LES ACTIVITES SPORTIVES DU MERCREDI APRES-MIDI - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges générées suite à l'organisation des activités sportives du mercredi après-midi notamment pour la mise à disposition de moniteurs sportifs, de matériel d'éducation sportif et autres;

Vu la situation financière de la Commune;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Par 21 voix pour, 0 abstention, 0 voix contre

Article 1^{er} : Il est établi pour les exercices 2008 à 2012, un tarif pour la réalisation d'activités sportives du mercredi après-midi.

Article 2 : La somme est due par les/la personne(s) qui ont/a l'enfant à charge.

Article 3 : Le tarif est fixé à 3 EUR par mercredi après-midi.

Article 4 : Le prix est payable au moment de l'inscription de l'enfant.

Article 5 : Le présent règlement entrera en vigueur le jour de la publication par voie d'affichage de la décision du Conseil Communal.

20. FINANCES – TARIF POUR LES ACTIVITES ET ANIMATIONS LINGUISTIQUES ORGANISEES DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE L'ENTITE

Madame SENECAUT regrette le coût élevé réclamé aux parents pour les animations linguistiques. Elle demande au Collège Communal de rechercher une solution qui serait moins coûteuse aux parents. Elle signale également que pour cette raison, les trois membres du groupe P.S. s'abstiendront lors du vote.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges générées suite à l'organisation de cours ou d'activités linguistiques notamment pour la mise à disposition de personnel qualifié et de matériel d'éducation;

Vu la situation financière de la Commune;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE :

par 17 voix pour, 4 abstentions, 0 voix contre

Article 1^{er} : Il est établi pour les exercices 2008 à 2012 un tarif pour l'organisation de cours ou d'activités linguistiques (néerlandais, anglais).

Article 2 : La somme est due par les/la personne(s) qui ont/a l'enfant à charge.

Article 3 : Le tarif est fixé à 8 EUR par enfant par période d'animation/de cours anglais ou néerlandais.

Article 4 : Le prix est payable au moment de l'inscription de l'enfant.

Article 5 : Le présent règlement entrera en vigueur le jour de la publication par voie d'affichage de la décision du Conseil Communal.

21. FINANCES – TARIF POUR LES REPAS DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE L'ENTITE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Attendu qu'il est donné, aux enfants fréquentant les établissements scolaires, la possibilité de prendre des repas chauds durant l'année solaire;

Vu les charges générées suite à l'organisation de la distribution de repas notamment pour la fourniture des repas;

Vu la situation financière de la Commune;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

par 21 voix pour, 0 abstention, 0 voix contre.

Article 1^{er} : Il est établi pour les exercices 2008 à 2012, un tarif pour la distribution de repas chauds dans les divers établissements scolaires de la commune de Jurbise.

Article 2 : La somme est due par les/la personne(s) qui ont/a l'enfant à charge.

Article 3 : Le tarif est fixé comme suit :

* 2,5 EUR par repas pour les enfants de l'enseignement maternel.

* 3 EUR par repas pour les enfants de l'enseignement primaire.

Article 4 : Le prix est payable au moment de l'inscription de l'enfant auprès du corps enseignant.

Article 5 : Le présent règlement entrera en vigueur le jour de la publication par voie d'affichage de la décision du Conseil Communal.

**21. BIS. DEMANDE DE SUBSIDES POUR DES TRAVAUX VISANT A AMELIORER
LES PERFORMANCES ENERGETIQUES DU BATIMENT ADMINISTRA-
TIF « CHATEAU COMMUNAL » - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la circulaire du Gouvernement Wallon relative au financement alternatif de travaux de rénovation permettant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment dans le cadre de l'arrêté du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes morales de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant à l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (arrêté du 10 avril 2003 tel que modifié par l'arrêté du 15 mars 2007);

Vu la volonté de l'Administration Communale de Jurbise d'introduire un dossier de candidature dans le cadre de l'arrêté du 15 mars 2007 pour la réalisation de travaux visant à l'amélioration de la performance énergétique du Château Communal par le remplacement complet du système de chauffage actuel par un chauffage central avec chaudière au gaz à condensation auprès du Ministère de la Région Wallonne Direction Générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie Division de l'Energie Luat LE BA avenue Prince de Liège, 7 à 5100 JAMBES;

Attendu que le Château Communal affecté en bâtiment administratif est très peu économe en énergie;

Vu que les projets doivent être introduits pour le 15 janvier 2008;

Vu l'urgence;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège Communal,

DECIDE :

Par 21 voix pour, 0 abstention et 0 voix contre.

- Article 1^{er}** : d'approuver l'adhésion à l'appel à projet concernant des travaux visant à l'amélioration de la performance énergétique du Château Communal par le remplacement complet du système de chauffage actuel par un chauffage central avec chaudière au gaz.
- Article 2** : d'approuver le dossier de candidature des travaux visant à l'amélioration de la performance énergétique du Château Communal.
- Article 3** : d'approuver la sollicitation de la subvention des travaux visant à l'amélioration de la performance énergétique du Château Communal.
- Article 4** : de procéder à la réalisation des travaux précités en cas d'obtention des subsides.
- Article 5** : de transmettre la présente délibération au Ministère de la Région Wallonne Direction Générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie Division de l'Energie, Avenue Prince de Liège, 7 à 5100 JAMBES.
- Article 6** : de transmettre la présente délibération au Receveur Communal pour disposition.
-

22. REMPLACEMENT D'UN MEMBRE DU GROUPE P.S. AU SEIN DES ASSEMBLEES GENERALES DES INTERCOMMUNALES - DESIGNATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122-31 et L 1122-34 § 2;

Vu le Décret sur les intercommunales wallonnes du 05 décembre 1996, notamment les articles L 1522-1 et L1523-1 § 2;

Vu les circulaires de la Région Wallonne;

Vu le procès-verbal des élections communales du 08 octobre 2006, attribuant 15 sièges à la liste du Bourgmestre (L.B.), 4 sièges au Parti Socialiste (P.S.) et 2 sièges au Parti Centre Démocrate Humaniste (CDH);

Considérant que la Commune de Jurbise est membre des intercommunales HSL, STCSH, SWDE, CISCN, IDETA, IDEA, ITRADEC, IEH, IPFH, IGH, IGRETC;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les cinq conseillers communaux représentant la Commune au sein de l'Assemblée Générale, proportionnellement à la composition politique du Conseil Communal selon la clef de répartition D'HONDT;

Considérant la volonté du Collège Communal d'élargir la représentation du Conseil au sein des assemblées générales des Intercommunales;

Considérant la déclaration d'apparement des élus de la liste L.B. au Mouvement Réformateur (M.R.), actée en séance du Conseil Communal du 30 janvier 2007;

Attendu que la liste L.B. présente les candidatures de (3 candidats);

Attendu que la liste P.S. présente les candidatures de (2 candidats);

Vu le courrier de Monsieur HALLOT du 13 août 2007, manifestant sa volonté de ne plus siéger au conseil communal en tant que conseiller du groupe socialiste de Jurbise;

Vu le courrier déposé en séance du Conseil communal du 02 octobre 2007 par l'U.S.C. Jurbise;

DECIDE :

Article 1^{er}. Que la représentation du groupe PS au sein des intercommunales se fera comme suit :

HAUTE SENNE LOGEMENT	SENECAUT Manuella DEBAUQUE Isabelle
SOCIETE TERRIENNE CREDIT SOCIAL DU HAINAUT	SENECAUT Manuella DEBAUQUE Isabelle
SWDE	SENECAUT Manuella DEBAUQUE Isabelle
CISCM	SENECAUT Manuella DEBAUQUE Isabelle
IDETA	BREUSE Eddy DEBAUQUE Isabelle
IDEA	BREUSE Eddy DEBAUQUE Isabelle
ITRADEC	BREUSE Eddy DEBAUQUE Isabelle
IEH	BREUSE Eddy SENECAUT Manuella
IPFH	BREUSE Eddy SENECAUT Manuella
IGH	BREUSE Eddy SENECAUT Manuella
IGRETEC	BREUSE Eddy

Article 2. Que la présente délibération sera transmise aux intercommunales, au Gouvernement provincial et au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

Monsieur MULLER fait part, que n'ayant pas eu connaissance des dossiers complets portant sur toutes les assemblées générales des différentes intercommunales, il s'abstiendra lors du vote.

La Présidente rappelle une fois de plus que tous ces dossiers sont à disposition au Secrétariat.

**23. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE – I.D.E.A. – PLAN STRATEGIQUE
2008-2010 – CONSTITUTION D'UNE SOCIETE D'ETUDES EN MATIERE
D'ENERGIES RENOUVELABLES – FIXATION DES INDEMNITES DES
PRESIDENTS DES COMITES DE GESTION DE SECTEUR - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDEA;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 16 novembre 2007;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale IDEA du 19 décembre 2007;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale adressé par l'IDEA;

Considérant que les délégués rapportent à l'assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux administrateurs et aux membres du collège des contrôleurs aux comptes et les

questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause;

- Considérant que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte l'approbation du plan stratégique 2008-2010;

Considérant qu'en date du 14 novembre 2007, le Conseil d'Administration a approuvé le projet de plan stratégique ;

Considérant que ce plan a fait l'objet d'une présentation aux conseillers communaux et provinciaux des communes et Province associées en date du 15 novembre à 17 heures et qu'un courrier a été adressé à tous les conseillers communaux/provinciaux les informant que le projet de plan stratégique est consultable sur le site Web de l'IDEA ou disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du décret du 19 juillet 2006 relatif aux modes de coopération entre communes ;

- Considérant que le **deuxième point** inscrit à l'ordre du jour porte la constitution d'une société d'études en matière d'énergies renouvelables;

Pour rappel, de par son objet social, l'IDEA peut :

« Promouvoir ou participer à toutes sociétés ayant pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, la valorisation sous toutes ses formes du savoir-faire de l'intercommunale et du potentiel de la région ; promouvoir ou participer à toutes sociétés ayant pour objet d'apporter son aide financière à la promotion des objectifs susmentionnés.

Accepter toutes missions de gestion de patrimoine immobilier, de gestion énergétique des bâtiments pour compte de communes membres.

Assurer toute mission d'études et d'auteur de projet.

Assurer toute mission de gestion administrative et financière ».

Dans le cadre de son objet social décrit au paragraphe 1 de l'article 3 des statuts sous la rubrique développement régional, l'IDEA peut mener à bien toute activité généralement quelconque susceptible de favoriser le développement régional.

La participation à des sociétés actives en matière d'énergie renouvelable favorise le développement régional.

Souhaitant s'investir dans ces projets et conformément aux informations déjà données aux administrateurs, l'IDEA a noué de nombreux contacts avec des sociétés actives dans ces domaines.

C'est ainsi que le Conseil d'Administration du 14 novembre a décidé de participer au projet de création d'une société d'études et de développement de projet, dénommée "Ideawind" avec des partenaires qui ont accepté d'ouvrir le capital de leurs sociétés d'exploitation de parcs éoliens à l'IDEA, sur les sites de Quévy 1 et Quévy 2.

La société à créer a pour objet « l'étude et le développement de projets pour l'implantation de parcs éoliens sur Feluy, La Louvière et Quévy 2, l'étude de Quévy 1 étant finalisée à ce jour. Le choix des 2 partenaires VENTIS et VAN HEEDÉ pour

cette société d' études se justifie par l'ouverture à l'IDEA du capital des deux sociétés d'exploitation de ces 2 privés à savoir Quévy 1 et Quévy 2 en projet.

Le capital de la société d'études sera de 500.000 €répartis comme suit :

- 40 % VENTIS ;
- 40 % IDEA ;
- 20 % VAN HEEDE.

L'avantage de cette société d'études est de permettre une rétribution des études menées principalement par les deux partenaires VENTIS et IDEA même si celles-ci concluent à l'impossibilité de créer un parc éolien.

Plus précisément, il appartiendra à cette société d'étudier les projets de Feluy et La Louvière ainsi que de finaliser le projet de Quévy 2 et ce, jusqu'à l'obtention des permis d'urbanisme qui seront ensuite cédés aux différentes sociétés d'exploitation (1 par site).

Pour rappel, l'IDEA assurera les missions suivantes :

- identification du site via une cartographie établie notamment sur base du cadre de référence et du développement économique des zones d'activité économique, des contraintes de risque,croisé au potentiel éolien ;
- négociation pour la location du site, montage du projet qui comprend notamment le lancement des études nécessaires à l'obtention du permis (études des vents, étude d'incidences sur l'environnement, ...), diverses études techniques (raccordement au réseau de distribution, stabilité, ...) et économiques (partenariat, rentabilité, ...).

En cas de faisabilité du projet, l'IDEA constituera avec ces partenaires les sociétés d'exploitation qui auront notamment pour activités :

- choix et achat des éoliennes;
- travaux d'implantation (site, fondation, raccordement, montage, ...);
- exploitation du parc éolien qui comprend deux volets :
 - a) négociation avec les fournisseurs présents sur le marché pour la vente de l'énergie et des certificats verts ;
 - b) entretien et maintenance des machines et du parc éolien (abords,...).

Le chiffre d'affaires de ces sociétés d'exploitation sera, d'une part, la revente de l'énergie verte et, d'autre part, la vente des certificats verts obtenus.

Justification du choix des partenaires

De prime abord, il s'agit de rappeler que l'objectif poursuivi par l'intercommunale est triple.

- 1) fructification du capital de l'intercommunale et génération de recettes à réinvestir au profit des communes associées à ce capital dans des activités d'intérêt général à caractère déficitaire. Il s'agit de l'intérêt public poursuivi.
- 2) participation à des projets prônant le développement durable.
- 3) valorisation économique au profit d'entreprises implantées ou qui s'implanteront dans la zone IDEA.

La mise en place d'un PPP institutionnel ne suppose ni la passation d'un marché public de services ni la passation d'un marché public de travaux ni celle d'un marché public de fournitures. Il s'agit d'un contrat de société dans laquelle les différents partenaires travaillent pour compte de la société contre rémunération par celle-ci.

L'ouverture du capital des sociétés Quévy 1 et Quévy 2 justifie le partenariat avec les mêmes sociétés privées pour les projets de Feluy et La Louvière qui semblent équivalents à ceux de Quévy 1 et 2. La répartition définitive au sein des sociétés d'exploitation de Feluy et La Louvière devrait, au départ, respecter cet équilibre et éventuellement être modifiée en fonction de l'évolution des projets (nombres d'éoliennes, puissance des parcs,...).

Concernant la société d'études, elle aura des missions de conseil et d'étude qui seront valorisées à charge des sociétés d'exploitation dont l'IDEA fera partie.

La constitution de cette société avec les partenaires VENTIS et VAN HEEDE se justifie donc en lien avec les sociétés d'exploitation pour les sites de Quévy 1, Quévy 2, Feluy et La Louvière. Comme évoqué plus haut, cette société permet en effet la facturation des prestations réalisées au fur et à mesure par les partenaires.

Les statuts de la société d'études reprennent les tâches et responsabilités des partenaires ainsi que leur valorisation.

- Considérant que le troisième point inscrit à l'ordre du jour porte sur la fixation des indemnités des Présidents des Comités de gestion de secteur;

Conformément à l'article L1523-17, alinéa 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le comité de rémunération émet des recommandations à l'assemblée générale pour chaque décision relative aux jetons de présence, aux éventuelles indemnités de fonction et à tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux membres des organes de gestion.

Actuellement, le montant annuel brut des indemnités allouées aux Vice-Présidents est de 13.770,48 €.

Le Comité de rémunération, réuni ce 14 novembre, a remis l'avis suivant :

Considérant que par décision de l'assemblée générale du 29 novembre 2006, il a été décidé d'organiser l'intercommunale en 4 secteurs d'activité;

Considérant que l'article 31 des statuts de l'IDEA Prévoit que :

« Chaque année, à la première séance qui suit l'assemblée générale ordinaire, le conseil d'administration choisit parmi ses membres :

- 1. un Président, ;*
- 2. trois Vice-Présidents, qui pourront s'il échet être désignés Présidents des comités de gestion de secteurs.*

En cas d'absence du Président, le plus ancien en fonction des Vice-Présidents assume la présidence sauf décision contraire du Conseil d'Administration.

La présidence de même que la suppléance dans tous les organes de gestion reviennent exclusivement à un représentant communal ».

Considérant qu'il convient de proposer à l'Assemblée générale de fixer le montant de l'indemnité des Présidents des comités de gestion;

Qu'il est proposé que cette indemnité soit équivalente à celle des Vices-Présidents;

Que les indemnités de Vice-Président et de Président de comité de gestion de secteur ne peuvent être cumulés;

Que les Présidents, Vices-Présidents et Présidents des Comités de gestion de secteur ne perçoivent pas de jetons de présence en sus des indemnités précitées;

Décide d'approuver :

Par 19 voix pour, 2 abstentions, 0 voix contre

Article 1^{er} :

- le plan stratégique 2008/2010.

Article 2 :

- d'approuver la constitution d'une société d'études dénommée Ideawind pour le développement de projets éoliens sur Feluy, La Louvière et Quévy 2 en partenariat avec les sociétés VENTIS et VAN HEEDE;
- de participer au capital de 500.000 € de cette société à concurrence de 40 %, soit 200.000 €;
- d'affecter cette participation de 200.000 € aux fonds propres du Secteur Télédistribution.

Article 3 :

- de fixer, avec effet rétroactif à la date de leur désignation, le montant de l'indemnité des Présidents des comités de gestion à celle qui est allouée aux vice-Présidents. Ces indemnités ne peuvent être cumulées.

24. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE – I.G.H. – MODIFICATION STATUTAIRE – PLAN STRATEGIQUE 2008-2010 – FIXATION DU CONTENU MINIMAL DU REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DES ORGANES DE GESTION-APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale I.G.H.;

Considérant les dispositions du Code de la Démocratie locale ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.G.H. du 13 décembre 2007;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les trois premiers points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les trois premiers points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.G.H.;

Décide d'approuver :

- * **Article 1^{er}** : Modification statutaire.
par 20 voix pour, 1 abstention, 0 voix contre
- * **Article 2** : Plan stratégique 2008-2010.
par 20 voix pour, 1 abstention, 0 voix contre
- * **Article 3** : Fixation du contenu minimal du règlement d'ordre intérieur des organes de gestion.
par 20 voix pour, 1 abstention, 0 voix contre
- * **Article 4** : de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 11 /12 /2007.
- * **Article 5** : de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.G.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI).
- au Gouvernement provincial.
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

25. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE – I.E.H. – PLAN STRATEGIQUE 2008-2010 - FIXATION DU CONTENU MINIMAL DU REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DES ORGANES DE GESTION - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale I.E.H.;

Considérant les dispositions du Code de la Démocratie locale;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.E.H. du 13 décembre 2007;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les deux premiers points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les deux premiers points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.E.H.;

Décide d'approuver,

- * **Article 1^{er}** Plan stratégique 2008-2010.
Par 20 voix pour, 1 abstention, 0 voix contre
- * **Article 2** : Fixation du contenu minimal du règlement d'ordre intérieur des organes de gestion.
par 20 voix pour, 1 abstention, 0 voix contre
- * **Article 3** : de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 11/12/2007.
- * **Article 4** : de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'intercommunale I.E.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI.
- au Gouvernement provincial.
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

26. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE – I.P.F.H. – PRISE DE PARTICIPATION AU CAPITAL D'E.G.P.W. – PLAN STRATEGIQUE 2008-2010 – FIXATION DU CONTENU MINIMAL DU REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DES ORGANES DE GESTION - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale I.P.F.H.;

Considérant les dispositions du Code de la Démocratie locale;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune/Ville à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.P.F.H. du 19 décembre 2007;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 2 à 4 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points 2 à 4 de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.P.F.H.

Décide d'approuver :

- * **Article 1^{er}** : Prise de participation au capital d'E.G.P.W.
par 20 voix pour, 1 abstention, 0 voix contre
- * **Article 2** : Plan stratégique 2008-2010.
par 20 voix pour, 1 abstention, 0 voix contre
- * **Article 3** : Fixation du contenu minimal du règlement d'ordre intérieur des organes de gestion.
par 20 voix pour, 1 abstention, 0 voix contre
- * **Article 4** : de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 11/12/2007.
- * **Article 5** : de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.P.F.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI).
- au Gouvernement provincial.
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

27. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE – I.G.R.E.T.E.C. – PLAN STRATEGIQUE 2008-2010 – CONTENU MINIMUM DU REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DES INSTANCES DE GESTION – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C.;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'I.G.R.E.T.E.C. du 19/12/2007;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal les points 2 et 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'I.G.R.E.T.E.C.;

Décide **d'approuver,**

* **Article 1^{er}** - le point 2° de l'ordre du jour, à savoir :

Plan stratégique 2008-2010

par 21 voix pour, 0 abstention, 0 voix contre

* **Article 2** - le point 3 ° de l'ordre du jour, à savoir :

Contenu minimum du règlement d'ordre intérieur des instances de gestion

par 21 voix pour, 0 abstention, 0 voix contre

* **Article 3** - de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée

par le Conseil communal en sa séance du 11/12/2007.

* **Article 4** - de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC,
boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI
pour le 13/12/2007 au plus tard;
- au Gouvernement Provincial;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

**28. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE – I.D.E.T.A. – PLAN STRATEGIQUE
2008-2010 – BUDGET 2008 – PRISE DE PARTICIPATION DANS LA SOCIETE
DE PROJET ELSA – RAPPORT SPECIFIQUE CONCERNANT LA PRISE DE**

**PARTICIPATION DANS EGPW – RAPPORT SPECIFIQUE SUR LA PRISE DE
DE PARTICIPATION AU CAPITAL DE SOCOFE – MODIFICATIONS STATU-
TAIRES – REVISION DE LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRA-
TION SUITE A L'ADMISSION D'UN NOUVEL ASSOCIE – ADMINISTRATEUR
: DEMISSION/DESIGNATION – FIXATION DES EMOLUMENTS ET JETONS
DE PRESENCE DES ADMINISTRATEURS – PROPOSITION DU COMITE DE
REMUNERATION - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDETA;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communal du 13/ 03/ 2007;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire d'IDETA le 19 décembre 2007;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Plan stratégique 2008 - 2010
2. Budget 2008 - 2010
3. Prise de participations dans la société de projet ELSA
4. Rapport spécifique concernant la prise de participation dans EGPW
5. Rapport spécifique sur la prise de participation au capital de SOCOFE
6. Modifications statutaires
7. Révision de la composition du Conseil d'administration suite à l'admission d'un nouvel associé
8. Administrateur : Démission / Désignation
9. Fixation des émoluments et jetons de présence des administrateurs - Proposition du Comité de Rémunération
10. Divers

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale d'IDETA;

DECIDE d'approuver :

Article 1^{er} : "Plan stratégique 2008 - 2010"
par 19 voix pour, 0 voix contre, 2 abstention(s)

Article 2 : "Budget de l'exercice 2008 "

par 19 voix pour, 0 voix contre, 2 abstention(s)

Article 3 : "Prise de participations dans la société de projet ELSA"

par 19 voix pour, 0 voix contre, 2 abstention(s)

Article 4 : "Rapport spécifique concernant la prise de participation dans EGPW"

par 19 voix pour, 0 voix contre, 2 abstention(s)

Article 5 : "Rapport spécifique sur la prise de participation au capital de SOCOFE"

par 19 voix pour, 0 voix contre, 2 abstention(s)

Article 6 : "Modifications statutaires"

par 19 voix pour, 0 voix contre, 2 abstention(s)

Article 7 : "Révision de la composition du Conseil d'administration suite à l'admission d'un nouvel associé"

par 19 voix pour, 0 voix contre, 2 abstention(s)

Article 8 : "Administrateur : Démission / Désignation"

par 19 voix pour, 0 voix contre, 2 abstention(s)

Article 9 : "Fixation des émoluments et jetons de présence des administrateurs - Proposition du Comité de Rémunération"

par 19 voix pour, 0 voix contre, 2 abstention(s)

Article 10 : Les délégués représentant la Commune Jurbise, désignés par le Conseil Communal du 13 mars 2007, seront chargés lors de l'Assemblée générale du mercredi 19 décembre 2007, de se conformer à la volonté exprimée par la présente assemblée.

Article 11 : La présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Intercommunale IDETA, au Gouvernement provincial et au Ministre de tutelle des Intercommunales.

29. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE – CHU AMBROISE PARE – PLAN STRATEGIQUE 2008-2010 – LE BUDGET DE L’EXERCICE 2008 – FIXATION DES INDEMNITES DU PRESIDENT, DES VICE-PRESIDENTS ET DES MEMBRES DES DIFFERENTS ORGANES – FIXATION DU CONTENU MINIMAL DU REGLEMENT D’ORDRE INTERIEUR ET DES REGLES DE DEONTOLOGIE ET D’ETHIQUE DU CONSEIL D’ADMINISTRATION, DU COMITE RESTREINT, DU COMITE DE REMUNERATION ET DE L’ASSEMBLEE GENERALE – REGLEMENT D’ORDRE INTERIEUR DE L’ASSEMBLEE GENERALE ET DE SES REGLES DE DEONTOLOGIE ET D’ETHIQUE – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale CHU AMBROISE PARE;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communal du 11/12/2007;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire du CHU AMBROISE PARE le 21 décembre 2007;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale du CHU AMBROISE PARE;

DECIDE d'approuver :

Article 1^{er} : le Plan stratégique 2008 – 2010.
par 20 voix pour, 0 voix contre, 1 abstention(s)

Article 2 : le Budget de l'exercice 2008.
par 20 voix pour, 0 voix contre, 1 abstention(s)

Article 3 : fixation des indemnités du Président, des vice-présidents et des membres des différents organes.
par 20 voix pour, 0 voix contre, 1 abstention(s).

Article 4 : fixation du contenu minimal du règlement d'ordre intérieur et des règles de déontologie et d'éthique du Conseil d'administration, du Comité restreint, du Comité de rémunération et de l'Assemblée générale.
par 20 voix pour, 0 voix contre, 1 abstention(s)

Article 5 : Règlement d'ordre intérieur de l'Assemblée générale et de ses règles de déontologie et d'éthique.
par 20 voix pour, 0 voix contre, 1 abstention(s)

Article 6 : les délégués représentant la Commune de Jurbise, désignés par le Conseil Communal du 12 décembre 2007, seront chargés lors de l'Assemblée générale du mercredi 21 décembre 2007, de se conformer à la volonté exprimée par la présente assemblée.

Article 7 : la présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Intercommunale du CHU AMBROISE PARE, au Gouvernement provincial et au Ministre Régional de tutelle sur les intercommunales.

30. QUESTION(S) ORALE(S)

Madame SENECAUT fait mention d'un article paru dans la presse informant que le Ministre DARDENNE avait débloqué des fonds afin d'aménager la nationale 56, à hauteur de l'Académie de Police, mais que le permis avait été refusé par l'autorité communale.

La Présidente fait remarquer que ce dossier a été traité directement par le Fonctionnaire délégué de la Région Wallonne, sur base de l'article 127 du C.W.A.T.U.P. et que le refus lui incombe donc totalement.

Monsieur MULLER note qu'après s'être renseigné auprès du Secrétaire Communal, sur la situation des contrôles du Service Incendie quant à la sécurisation des salles communales, il a relevé certains manquements et que ces salles sont loin de répondre à tous les critères de sécurité actuels.

La Présidente signale à Monsieur MULLER que ce type de responsabilité lui incombe totalement et qu'elle l'assume de manière régulière en octroyant des dérogations d'occupation. De plus, consciente de ce problème une demande de contrôle complète a été transmise au Service Incendie, en date du 03 décembre 2007, suite à la séance du Collège Communal du 26 novembre 2007.

Monsieur MULLER, au nom du groupe C.D.H., tient à signaler qu'il se désolidarise complètement de toute implication en cas de problème.

Les Conseillers MORCRETTE et HALLOT signalent encore diverses situations afin d'en informer le Collège Communal, notamment la présence d'une voiture abandonnée rue du Bourrelier. Ils relèvent également la problématique du stationnement des véhicules sur les trottoirs rue de la Gare, parallèle à la N56.

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire,

La Présidente,